



## Comité technique local "emplois" du 20 décembre 2013 : Motion

Monsieur le Président,

La démarche stratégique se met en œuvre à la DGFIP au service d'une politique d'austérité qui met en péril l'Etat et les services publics.

**FO-DGFIP, Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et la CFDT Finances Publiques** contestent sa mise en application rampante et se sont réunis à la Bourse du Travail à Paris le 4 décembre 2013 à l'occasion des Etats Généraux des Finances Publiques avec la ferme volonté d'y mettre un point d'arrêt.

Les représentants du personnel **FO, Solidaires, CGT et CFDT de la DRFiP du Calvados** réunis en intersyndicale souhaitent vous faire part de leur très forte inquiétude concernant leur avenir.

Voici un aperçu des réformes en cours ou à venir dans notre direction :

- La gestion des procédures collectives transférée dans les PRS,
- les fusions des secteurs d'assiette des SIP et le rapatriement du recouvrement des créances fiscales dans les SIP qui fera partie de cette fusion,
- le scannage des 2042,
- une probable future fusion des SIE-SIP,
- la création de pôles patrimoniaux départementaux,
- La poursuite de la fusion SIP cadastre malgré les bilans catastrophiques,
- La mutualisation des personnels informatiques,
- La régionalisation des services RH et de comptabilité,
- la création des centres d'encaissement pour la CDC,
- La création des Offices nationaux des payes,
- les centres nationaux des pensions,
- la volonté gouvernementale de créer des statuts interministériels,

### **Quel est selon vous l'avenir de notre réseau lorsque tout cela sera en place ?**

L'intersyndicale demande l'arrêt immédiat de toutes ces réformes qui sont des conséquences directes de la démarche stratégique!

Après l'élaboration des plans stratégiques directionnels, commande issue de la MAP, dont la seule vocation est d'organiser les services en fonction des milliers de suppressions d'emplois programmés dans les prochaines années, le courrier signé par les Ministres le 29 octobre sur la mutualisation des fonctions transverses s'inscrit dans cette même politique de destruction des services publics et la remise en cause du Statut de la Fonction Publique.

Outre la méthode, particulièrement méprisante pour les personnels et leurs représentants, les décisions actées unilatéralement et celles programmées viendraient, de l'aveu même des Ministres, «bouleverser les modes de fonctionnement bien établis ».

L'intersyndicale demande le retrait immédiat de cette note et l'abandon des décisions prises.

Les services sont exsangues et le problème principal de ce malaise est le manque de personnel ! Ce manque va encore s'accroître après les futures suppressions d'emplois en 2014. Ces dernières devraient s'élever à 22 suppressions et touchent en priorité la catégorie C !

L'intersyndicale s'y oppose et exige le recrutement immédiat du personnel nécessaire au bon exercice des missions et appelle l'ensemble des agents qu'ils soient C, B, A ou A+ à se mobiliser fortement pour leur survie !

Pour toutes ces raisons, **les représentants du personnel, FO, Solidaires, CGT et CFDT** ne siégeront pas au Comité technique de ce 20 décembre après-midi.

**Les représentants du personnel constatent d'ailleurs que le boycott est aussi le choix de l'Administrateur Régional.**